



Biens Symboliques / Symbolic Goods

Revue de sciences sociales sur les arts, la culture et les idées

7 | 2020
Lire en numérique

Écrivain·e·s et historien·ne·s face à Mai 68 : mutations et permanences de l'*ethos* professionnel et des logiques de champ

Note critique sur Boris Gobille (2018). *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires* (Paris, CNRS Éditions) et Agnès Callu (dir.) (2018). *Le Mai 68 des historiens* (Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion)

Writers, Historians and May '68: Changes and Continuities of Professional Ethos and Field Logics. Critical Analysis on Boris Gobille (2018), Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires (Paris, CNRS Éditions) and Agnès Callu (ed.) (2018). Le Mai 68 des historiens (2018) (Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion)

Escritore.a.s e historiador.e.a.s frente a Mayo 68: mutaciones y permanencias del etos profesional y lógicas de campo. Nota crítica sobre Boris Gobille (2018). Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires (Paris, CNRS Éditions) y Agnès Callu (dir.) (2018). Le Mai 68 des historiens (Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion)

Lilas Bass



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bssg/500>

DOI : 10.4000/bssg.500

ISSN : 2490-9424

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Référence électronique

Lilas Bass, « Écrivain·e·s et historien·ne·s face à Mai 68 : mutations et permanences de l'*ethos* professionnel et des logiques de champ », *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 7 | 2020, mis en ligne le 20 novembre 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/bssg/500> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bssg.500>

BIENS
SYMBOLIQUES
Revue de sciences sociales
sur les arts, la culture et les idées



A Social Science Journal
on Arts, Culture and Ideas
SYMBOLIC
GOODS



BIENS
SYMBOLIQUES
SYMBOLIC
GOODS



PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE VINCENNES

... chaud. Les jardins et les parcs, à
as leurs racines et du soleil dans leurs
ent des cassolettes d'encens et fument
rfums à la fois. Tout rit, chante et s'ol
doucement ivre. Le printemps est un
re ; le soleil aide à faire patienter l'ho
des êtres qui n'en demandent pas dav
qui, ayant l'azur du ciel, disent : c'est
absorbés dans le prodige, puisant dan
e la nature l'indifférence du bien et d
lateurs du cosmos radieusement distr
qui ne compre n°7 / 2020 as qu'on s'occup

Lire en numérique *Digital Readings*



Écrivain·e·s et historien·ne·s face à Mai 68 : mutations et permanences de l'*ethos* professionnel et des logiques de champ

Note critique sur Boris Gobille (2018). *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires* (Paris, CNRS Éditions) et Agnès Callu (dir.) (2018). *Le Mai 68 des historiens* (Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion).

Lilas Bass



Le Mai 68 des écrivains, Le Mai 68 des historiens

À gauche : première de couverture de l'ouvrage de Boris Gobille (2018). [Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires](#). Paris, CNRS Éditions.

À droite : première de couverture de l'ouvrage dirigé par Agnès Callu (2018). [Le Mai 68 des historiens](#). Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

© CNRS Éditions © Presses Universitaires du Septentrion.



Le livre du politiste Boris Gobille¹ et l'ouvrage dirigé par l'historienne Agnès Callu², publiés tous deux à la date anniversaire de Mai 68, ont une ambition commune : celle de saisir ce que l'urgence d'un événement, spécifique dans son imprévisibilité et son immédiateté, a provoqué dans des corps ou des champs intellectuels également particuliers. En d'autres termes, il et elle s'intéressent à un « effet Mai 68 », pour le premier, parmi les écrivain·e·s situé·e·s au pôle de l'avant-garde, pour la seconde, sur un corpus d'historien·ne·s ayant vécu, de près ou de loin, l'événement.

En raison de formats, d'outils conceptuels, d'appuis disciplinaires et de terrains différents, les deux ouvrages sont difficilement comparables. Nous proposerons dans un premier temps une présentation des ambitions théoriques et des *corpus* des deux ouvrages ; puis une présentation fine de l'ouvrage de Gobille, qui se distingue par sa solidité intellectuelle et ses sources empiriques substantielles et cohérentes ; enfin, l'ouvrage collectif dirigé par Callu nous permettra d'enrichir les résultats présentés par Gobille et de les compléter à l'aune d'un corps professionnel aux logiques différentes, d'une part, et au travers d'outils théoriques et méthodologiques nouveaux, d'autre part.

Le livre de Boris Gobille, issu d'un travail de thèse, suit un plan chronologique, proposant par-là de rendre compte d'un état du « champ littéraire » (Bourdieu 1998) avant Mai 68 afin de ne pas éluder la question des propriétés spécifiques qui régissent le pôle des avant-gardes littéraires (partie 1). Il rend compte ensuite, au cœur de l'événement, de l'injonction à la prise de position dans des termes spécifiques et en dehors des prises de position routinisées des écrivain·e·s, pointant ainsi les modalités d'action propres à Mai 68 auxquelles les avant-gardes doivent se soumettre

(parties 2 et 3). Enfin, il conclut sur les conséquences de Mai 68 dans la redistribution de la valeur symbolique au sein du pôle avant-gardiste, mais également les effets sur le statut d'écrivain·e ou encore les prises en charge publiques sur le long terme des revendications portées par certains collectifs nés des événements. L'ouvrage de Gobille repose sur la réalisation d'entretiens avec des écrivain·e·s d'avant-garde ayant pris position en Mai 68, sur l'exploitation de diverses archives – celles de l'Union des écrivains, celles de Jean Schuster et de Jean-Pierre Faye, celles de la revue *Change*, de la Société des gens de lettres, de Catherine Claude et de Bernard Pingaud, enfin sur le dépouillement de sources secondaires particulièrement riches (notamment des revues littéraires et de la presse).

L'ouvrage collectif dirigé par Agnès Callu, issu d'un travail collectif au sein d'un séminaire animé à l'École des chartes, est une édition enrichie d'une première publication parue en 2008. Organisé en six parties thématiques, il comprend dix-sept contributions aux objets plus restreints que la problématique générale de l'étude. Le livre est également enrichi d'une brève préface de Patrick Boucheron, d'une note introductive d'Agnès Callu, de deux avant-textes établis en 2009 et rédigés par Michel Zink et Jacques Revel, de deux entretiens retranscrits et d'une postface. La première partie définit l'objet de recherche en revenant de façon très méticuleuse et réflexive sur les modalités d'enquête. La deuxième partie tente de cerner un *corpus* d'historien·ne·s circonscrit en fonction de leur profession (on peine cependant à distinguer la spécificité d'un « corps professionnel » ; d'une « catégorie sociale » ; d'un « champ » – dans tous les cas la cohérence du *corpus* étudié). La troisième partie propose d'agencer « engagement politique » et « métier d'historien ». Les quatrième et cinquième parties regagnent en cohérence : elles interrogent les effets de Mai 68 au sein des établissements d'enseignement supérieur. La sixième partie, enfin, propose une scission thématique très pertinente

-
1. Maître de conférences à l'École normale supérieure de Lyon.
 2. Chercheure à l'[Institut Arts, Créations, Théories, Esthétiques](#) de l'université Paris 1.



autour des effets de 1968 sur les pratiques des historien·ne·s médiévistes, modernistes et « du temps proche » (Callu 2018 : 261). L'étude se fonde sur l'exploitation de cinquante-six entretiens audiovisuels réalisés avec des historien·ne·s né·e·s entre le début des années 1920 et la seconde moitié des années 1940, et ayant vécu en tant que témoins les événements liés à Mai 68 ou y ayant pris part directement.

L'ouvrage de Boris Gobille parvient à faire tenir ensemble l'étude des transformations du pôle des avant-gardes du champ littéraire et celle des événements de Mai-Juin 68, appréhendés comme une « crise politique » (c'est-à-dire en tant qu'événement qui « se traduit] par des mobilisations multisectorielles, une déssectorisation de l'espace social et une circulation des enjeux à travers les frontières sociales » [Gobille 2018 : 10]). Autrement dit, il rend brillamment compte de ce qui, au sein des avant-gardes en présence dans le jeu littéraire au moment de Mai 68, les enjoint à se reconnaître particulièrement dans l'événement : une crise de la littérature déjà entamée à la suite de la « mort de l'auteur » annoncée par Barthes ; des tentatives historiques, propres aux avant-gardes, d'articuler innovations esthétiques et changement politique ; enfin, la nécessité dans le pôle des avant-gardes de prendre position les unes par rapport aux autres, les unes contre les autres, dans la perspective de se distinguer et de se tailler une place de choix au sein du champ littéraire.

Les avant-gardes consacrées sont les premières à être interpellées par les événements de Mai-Juin 68 : ne pas prendre position dans cette crise reviendrait à dévaluer leur rôle dans la cité, la prise de position étant un *ethos* commun aux avant-gardes littéraires, dont les modes d'action (tractage, pétitions) sont depuis longtemps routinisés. Plus particulièrement, l'injonction à la « créativité généralisée » (Gobille 2018 : 20) propre à Mai 68 rencontre puissamment la philosophie d'un groupe surréaliste ébranlé par la mort de son *leader* charismatique, André Breton, en 1966. Essoufflé

par l'attente de la rencontre entre un « état de disponibilité », pour conjointement « changer la vie » et « transformer le monde » (Gobille 2018 : 245-246), et un événement historique qui viendrait justifier cet état, le groupe voit dans Mai 68 un événement proprement surréaliste et la confirmation de son *ethos* politique et littéraire (spontanéisme, créativité chaque jour renouvelée). Pour autant, la grâce de Mai 68, qui érige un temps les surréalistes au rang de prophètes, leur porte également le coup de grâce : accueillant tous azimuts les nouveaux et nouvelles venu·e·s attiré·e·s par la forte empreinte symbolique de l'étiquette surréaliste, le groupe s'auto-dissout face à l'impossible gouvernance d'un mouvement devenu trop large et au sein duquel aucun *leader* prophétique ne parvient à s'imposer légitimement.

Les Temps Modernes, revue existentialiste fondée par Jean-Paul Sartre en 1945, et à travers elle l'ensemble des sympathisant·e·s de l'existentialisme, rencontre également directement l'événement 68 : au-delà du fait que l'engagement est au cœur de l'identité de la revue (et de la philosophie existentialiste), elle se trouve, au seuil de Mai 68, être dans « une humeur anti-institutionnelle » (Gobille 2018 : 13). Qui plus est, les canaux et les moyens de mobilisation sont depuis longtemps routinisés chez Sartre et ses proches, qui réactivent en Mai 68 certains réseaux militants constitués depuis la Libération.

Pour autant, les spécificités des modalités d'engagement dans l'événement Mai 68 viennent très rapidement heurter les traditionnels modes d'action des avant-gardes consacrées. En effet, au cours de la crise de Mai 68, le pouvoir symbolique d'un nom d'auteur·rice ne peut plus fonctionner comme dans le champ littéraire qui lui préexistait : l'auteur·rice est contraint·e de se fondre dans un collectif et d'accepter de perdre la puissance symbolique de sa « griffe » (Bourdieu 1975). En Mai-Juin 68, la situation des avant-gardes se révèle alors paradoxale – elles sont obligées de prendre position mais contraintes de renoncer



au capital symbolique associé à leur nom : « un nouveau pouvoir prophétique est attribué à la créativité, mais ce pouvoir prophétique est d'une nature singulière : il n'admet pas de prophètes, il n'admet pas d'élus » (Gobille 2018 : 21). En même temps que se développe le « pouvoir symbolique », c'est-à-dire, au sens de Bourdieu, « le pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire voir et de faire croire, de confirmer ou de transformer la vision du monde, et par là, l'action sur le monde, donc le monde » (Gobille 2018 : 21), il devient autonome de tout capital symbolique préexistant. Ainsi, les modalités classiques d'engagement, qui mobilisent le nom des signataires (comme les pétitions), entrent en contradiction avec les nouveaux codes de l'engagement politique pendant l'événement 68 (anonymat et destruction des structures préétablies). Conjointement, les affiliations politiques, notamment communistes, viennent discréditer la parole des écrivain·e·s, destitué·e·s de leur position au profit d'un statut de représentant·e politique, ce dont Louis Aragon fait directement les frais lors de sa prise de parole à la Sorbonne le 9 mai 1968. Venu proposer son soutien aux étudiant·e·s, il est chahuté par les *leaders* et sifflé par la foule étudiante qui lui reprochent avant tout son encartement à un PCF jugé autoritaire.

Si les premiers temps de Mai-Juin 68 ont directement rencontré les affinités théoriques et politiques des avant-gardes consacrées, et ici principalement des existentialistes et des surréalistes, les modalités d'engagement, qui supposent de se débarrasser de tout capital symbolique en même temps que de montrer patte blanche quant à ses accointances politiques, contraignent les avant-gardes tant à faire table rase de leur position légitime dans le champ que de trouver des moyens d'engagement inédits qui leur donneraient droit de cité. La « destitution symbolique » (Gobille 2018 : 80) va les contraindre à « former des collectifs » (Gobille 2018 : 76) qui vont, au cours des événements de Mai-Juin 68, prendre différentes formes.

Celle d'abord de l'Union des écrivains (UE), née de l'occupation du siège de la Société des gens de lettres (SGDL) le 21 mai 1968. Réunissant *a priori* l'ensemble des avant-gardes littéraires, et souhaitant proposer un « front commun » (Gobille 2018 : 93) qui dépasserait les clivages politiques et esthétiques, la légitimation de l'UE s'avère complexe : l'Union est en effet lésardée en son sein par des membres qui lui reprochent son fonctionnement corporatiste. Dans le même temps, les affinités politiques (division entre les écrivain·e·s proches du PCF et celles et ceux qui veulent s'en écarter) et les modalités d'action (doit-on occuper illégalement la SGDL ou négocier une occupation des locaux ?) divisent très rapidement l'Union des écrivains. Les dissensions qui clivent les avant-gardes entraînent une lutte au sein de l'Union pour le monopole de l'avant-garde. Notamment, l'UE se trouve très vivement contestée par le groupe Tel Quel et les futurs fondateurs du Comité d'action étudiants-écrivains (CAEE).

Le CAEE s'autonomise de l'UE le 23 mai 1968. Il est principalement représenté par Marguerite Duras, Maurice Blanchot, Dionys Mascolo, Robert Antelme et les surréalistes Jean Schuster, José Pierre et Georges Sebbag. Si l'engagement au sein de l'UE présuppose d'être écrivain·e, le CAEE établit une logique différente : on y vient anonyme, débarrassé de son capital symbolique, pour se fondre dans la masse révolutionnaire. Plus question, au sein du CAEE, de signer les communiqués, et encore moins de déléguer l'autorité : un « communisme d'écriture » (Gobille 2018 : 178) voit le jour, au sein duquel les textes sont rédigés collectivement, de façon anonyme et impersonnelle. La forme exceptionnelle d'engagement littéraire, contre les règles du champ, répond à l'urgence d'une situation également exceptionnelle. En dépit des efforts notamment déployés par Maurice Blanchot pour faire perdurer l'état de crise, le CAEE s'éteint en février 1969 lorsque le « refoulé social » (Gobille 2018 : 224) ressurgit et fait naître des dissensions internes. Notamment, les écrivain·e·s doté·e·s



en capital symbolique ont pu à la fois prendre plus largement la parole au sein du CAEE et en guider la conduite, mais également rédiger des textes qui leur seront, plus tard, attribués (leur plume y sera reconnue). La situation particulière qui a permis à chacun et chacune de se débarrasser de sa position dans le champ le temps de la crise ne dure plus lorsque le champ retrouve son état normal. L'événement voit par ailleurs l'entrée en scène de Tel Quel – groupe d'avant-garde littéraire, qui, créé en 1960 autour de la revue éponyme, propose une critique radicale du surréalisme et de la littérature engagée, notamment par la voie du structuralisme. Prônant le « langage matérialiste » (Gobille 2018 : 159) comme un moyen d'engager la lutte révolutionnaire dans l'œuvre elle-même, « en tant qu'elle est un instrument de déconstruction du réseau de signes fondant la société bourgeoise » (Gobille 2018 : 167), les telquelien·ne·s, avec Philippe Sollers en figure de proue, attaquent tant la philosophie du surréalisme, alors considérée comme idéaliste, que ses moyens d'expression qui reproduisent finalement les codes de la société bourgeoise en s'interdisant de les penser (comme dans le cas, par exemple, de l'écriture automatique). Le théoricisme telquelien propose ainsi une forme d'engagement dans une écriture qui réfléchit sur elle-même et qui propose les moyens de sa propre déconstruction. Cela permet aux membres du groupe Tel Quel de se distinguer dans le pôle des avant-gardes par leur résistance aux forces hétéronomes : ils/elles se réapproprient les polémiques qui opposent institutions conservatrices et forces révolutionnaires par l'imposition d'un débat dans et sur le texte littéraire lui-même.

Trois formes d'engagement, distinctes en fonction du lien qu'entretiennent « écriture », « écrivain·e » et « révolution », émergent alors au cœur de Mai 68. Le « textualisme révolutionnaire » (Gobille 2018 : 149) de Tel Quel emprunte des outils à la psychanalyse et aux mathématiques, mais aussi au matérialisme historique, et, fort de ses relais communistes (notamment au sein de *L'Humanité*), se

drape alors de son théoricisme pour démanteler ses rivaux et rivales surréalistes, accusé·e·s de mener une révolte petite bourgeoise au détriment d'une véritable révolution. Parallèlement, au sein de l'UE, la parole est revalorisée comme puissance agissant sur les structures, et hissée au même rang que l'écriture textuelle. Aussi les membres de l'UE participent-ils à la réalisation de graffitis communs. De façon plus notoire encore, l'UE engage une réflexion autour des conditions sociales et économiques du métier d'écrivain·e, dans le but d'en finir avec le mythe du « créateur incréé » (Bourdieu 1984), faisant ainsi de lui un·e travailleur·se comme les autres. Une telle démarche permet d'inscrire les revendications des écrivain·e·s dans l'ensemble des luttes menées contre l'ordre établi par les autres corps professionnels. Ce faisant, l'UE parvient à s'aligner sur les critiques sociales de l'exploitation : l'auteur·rice apparaît ici comme l'un·e des travailleur·se·s les plus dominé·e·s parmi les dominé·e·s, la pratique littéraire n'étant pas, en effet, considérée comme un métier. Enfin, le CAEE propose « l'effacement révolutionnaire de l'auteur » (Gobille 2018 : 167) dans le collectif, Marguerite Duras soulignant ainsi que « tout le monde écrit » (Gobille 2018 : 168) et qu'il faut en finir avec le narcissisme des écrivain·e·s cloisonné·e·s dans le « cercueil du moi » (Gobille 2018 : 169). Le CAEE, bien qu'il fût de courte durée, se distingue ainsi de l'UE par la capacité de ses membres à renoncer un court temps à leur capital symbolique pour écrire aux côtés des masses et publier, nous l'avons dit, des textes anonymes.

Ces trois principales formes d'engagement institutionnalisées par des collectifs animés par des conceptions différentes de l'engagement littéraire donnent lieu à une rapide disqualification de Tel Quel, alors doublé sur son terrain théorique par le groupe Change qui émerge au cours de l'événement. Porté principalement par Faye et Roubaud, alors davantage pourvus en capitaux universitaires que les membres de Tel Quel, le groupe Change met à mal la stratégie théoriciste telquelienne en pointant ses



failles théoriques et en passant par des canaux de distribution et de légitimation telqueliens (le Seuil et *L'Humanité* notamment). Fragilisé par ce nouveau concurrent, mais également par le louvoiement de ses ralliements idéologiques (du communisme au maoïsme en 1971 puis à la « nouvelle philosophie » au milieu des années 1970), Tel Quel ne parvient pas à endiguer l'accélération de son vieillissement programmé : le groupe finit par se saborder en 1982. Dans le même temps, à la suite de Mai 68, un véritable syndicalisme d'auteur·rice prend naissance, largement porté par l'Union des écrivains sortie victorieuse de la crise : aussi l'Union contribue-t-elle notamment, en élargissant ses alliances syndicales à la suite de Mai, à faire naître l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (AGESSA) qui institue le premier régime de sécurité sociale propre aux auteur·rice·s en 1977.

L'ouvrage dirigé par Agnès Callu, dont l'intention est de saisir ce que Mai 68 a fait aux pratiques des historien·ne·s – à plus forte raison alors qu'ils et elles se sont trouvé·e·s, pour beaucoup, dans l'incapacité de penser l'événement –, permet d'éclairer l'analyse proposée par Gobbille, à partir d'un corps professionnel différent.

La contribution de Jean-François Moufflet et Damien Richard propose d'appréhender les historien·ne·s interviewé·e·s en tant que « corporation » (Callu 2018 : 73). Partant de l'idée d'un engagement vocationnel dans la pratique historique (« L'Histoire n'est pas qu'un métier, c'est aussi un plaisir, une vision du monde et de la société, un engagement » [Callu 2018 : 93]), les auteur·rice·s élaborent une typologie des traits caractéristiques de l'historien·ne. Un fort engagement dans une recherche de la vérité, ainsi que l'idéal de la transmission à travers le statut d'enseignant constituent ici son *ethos*. Ajouté à cela, le goût des lieux (l'université, les archives) et celui des pratiques (la lecture, l'écriture) apparaissent comme constitutifs de l'identité historique. La contribution lie alors directement la conception du métier d'historien·ne et les caractéristiques propres à Mai 68, qui viennent en partie et chez certain·e·s, la bouleverser :

« l'historien, du haut de sa rêverie du passé se trouve confronté à l'immédiateté et à la brutalité de l'événement » (Callu 2018 : 97). Les historien·ne·s, dont il serait précisément attendu une plus grande capacité d'analyse, se sont alors, majoritairement, retrouvé·e·s cantonné·e·s à n'être que des « citoyen[s] parmi d'autres » (Callu 2018 : 98). Cependant, René Rémond défend dans son entretien la capacité des historien·ne·s à analyser la situation Mai 68 *in situ*, capacité selon lui supérieure à celle des autres citoyen·ne·s (son statut de contemporain·e contribue probablement à expliquer cette prise de position). D'autres, à l'instar de Jacques Dupâquier, ont tenté sur le moment d'appliquer certaines grilles d'analyse (ici des outils du structuralisme et du marxisme) sans parvenir à appréhender entièrement l'événement. Les pratiques historiennes ultérieures s'en sont dans ce cas trouvées affectées : dans le cas de Dupâquier, il a alors commencé à envisager l'histoire non plus comme un ensemble de structures qui détermineraient le cours des choses mais bien au contraire comme « une dramaturgie imprévisible » (Callu 2018 : 101). Dans tous les cas, et à l'exception des contemporanéistes, l'ensemble des historien·ne·s témoins de Mai 68 exprime des réticences, même des années plus tard, à travailler sur Mai 68 – invoquant l'obligation d'une prise de recul nécessaire à la pratique historique.

L'une des contributions d'Agnès Callu, intitulée « La socialisation des historiens » (Callu 2018 : 73) propose de questionner plus directement les trajectoires de l'ensemble des historien·ne·s interrogé·e·s (cinquante-six en tout), né·e·s entre le début des années 1920 et la seconde moitié des années 1940. Elle distingue des effets de génération chez celles et ceux né·e·s entre 1922 et 1935, principalement marqué·e·s par « la transmission d'une mémoire familiale exaltant dans l'enfance les souvenirs héroïques de la Grande Guerre » (Callu 2018 : 75) et le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale qui vient restructurer les ancrages idéologiques. Par ailleurs, et qu'il s'agisse d'héritier·ère·s d'un



capital culturel important (à l'instar de Maurice Agulhon ou Jacques Le Goff) ou de « non-héritier·ère·s » (Callu 2018 : 79), comme Emmanuel Poulle ou Michelle Perrot, tous et toutes admettent avoir trouvé le sens de leur vocation intellectuelle dans la lecture et à travers l'école. Qu'ils/elles aient poursuivi des études en écoles privées ou publiques, et/ou par la suite au sein de grandes écoles ou à l'université, l'attachement aux valeurs républicaines est un trait commun de l'*ethos* historien dessiné par Agnès Callu. De la même façon, quelles que soient les trajectoires, elles sont toutes marquées par l'influence de Fernand Braudel et des *Annales*, qu'il s'agisse de s'en départir ou de la glorifier. « Personne ne pouvait y échapper » (Callu 2018 : 88), résume ainsi Serge Berstein. Beaucoup également témoignent de l'empreinte laissée par les travaux de Michel Foucault, ayant notamment « posé le problème de la vérité en histoire » (propos de Jacques Le Goff [Callu 2018 : 89]). Le discours vocationnel est en tout cas très présent dans les extraits d'entretiens : se dessine alors un *illusio* historien autour de la recherche de la vérité objective d'une part, autour de l'attachement aux valeurs républicaines, d'autre part.

Enfin, la contribution « Conscience politique et conscience historienne » d'Agnès Callu vient apporter des éléments supplémentaires au hiatus entre socialisation historienne et imprévisibilité d'un événement qui renvoie l'historien·ne au statut de témoin. Proposant de revenir sur les socialisations politiques des historien·nes, principalement fondées sur un clivage autour du marxisme, elle distingue trois modalités d'engagement : la réactivation de la posture de l'intellectuel·le, les orientations épistémologiques dans les sujets de recherche, enfin, l'engagement dans la cité. Elle oppose également deux éthiques professionnelles qui conduisent à l'engagement ou au désengagement au cours des événements : celle de l'objectivité scientifique, qui empêche certain·e·s de s'engager directement au moment des événements (position notamment défendue par François Caron), et celle de la

« copénétration » (Callu 2018 : 127) de l'engagement historique et de l'engagement politique, qui enjoint d'autres à s'investir dans Mai 68 (à l'instar de Maurice Agulhon).

La contribution de Myriam Chermette étudie une catégorie spécifique d'historien·ne·s, ayant occupé des postes dans l'administration d'État au moment des événements de 68 (elle cite notamment Gérald Antoine et Philippe Sauzay). Leur qualité de hauts fonctionnaires semble avoir effacé leurs engagements politiques précédents : ils se positionnent tous, au cours de l'événement, comme « garants de l'État, de sa stabilité et de sa pérennité » (Callu 2018 : 112). Le dialogue avec les étudiant·e·s s'établit prudemment, dans la perspective principale de préserver les institutions dont ils ont la charge, sans pour autant renoncer à des réformes qu'ils jugent nécessaires. La conviction, sous-tendue par un idéal républicain qui les unit, demeure que le mouvement étudiant, tel qu'il se manifeste, ne permettra pas de mettre en place les réformes que l'université réclame.

Une autre catégorie spécifique d'historien·ne·s est étudiée dans la contribution de Myriam Chermette et Anne-Sophie Lechevallier : celle des historien·ne·s dit·e·s « de droite » (Callu 2018 : 157), comme, entre autres, François Caron et François Crouzet. Ils et elles s'opposent au mouvement au nom du respect de l'ordre et des institutions et s'attachent à pointer, quarante ans après les événements, que Mai 68 n'a pas joué de rôle fondateur dans l'histoire. Notamment, ils/elles soutiennent l'idée que les réformes de l'enseignement supérieur auraient abouti, avec ou sans Mai 68. Tou·te·s pour autant, ayant participé à la contre-offensive ou s'étant tenu·e·s en dehors d'un événement jugé mineur, reconnaissent le sentiment de marginalisation qu'ils/elles ont vécu en Mai 68 et expliquent que les événements ont effectivement bouleversé leur vie quotidienne, notamment en ce qu'ils/elles ne pouvaient plus pratiquer leur métier au moment de Mai 68. Plus encore, la violence des propos, la rupture de relations de confiance établies entre eux/



elles et certain·e·s étudiant·e·s, les bouleversent : le groupe ne se reconnaît pas dans des revendications qui viennent mettre à mal un système d'enseignement estimé satisfaisant.

Enfin, les parties 4 et 5 consacrées aux bouleversements institutionnels dans les établissements supérieurs opposent une École des chartes désengagée – bien que les étudiant·e·s profitent alors de l'événement pour « dépoussiérer[r] » (Callu 2018 : 189) l'institution – et des lieux d'enseignement historiquement politisés comme l'École normale supérieure ou certaines facultés de province, telles que celles de Caen, de Rennes ou d'Aix-en-Provence. Dans tous les cas, Mai 68 a des conséquences sur la quasi-totalité des institutions, débouchant sur la loi Faure. Certaines conséquences sont toutefois spécifiques à l'École des chartes, qui permet alors à ses étudiant·e·s de bénéficier d'autres formations en parallèle de celle qu'elle dispense, mais aussi à l'École pratique des hautes études qui voit sa VI^e section devenir l'École des hautes études en sciences sociales en janvier 1975, et, évidemment, à l'université Paris-Nanterre, berceau de l'insurrection étudiante qui se constitue en pôle expérimental d'innovation pédagogique. Les contributions qui prennent pour terrain d'étude les établissements d'enseignement supérieur pointent néanmoins la continuité de réformes déjà engagées avant Mai 68 (pratique de l'interdisciplinarité ou du contrôle continu par exemple), dont l'événement ne fait qu'accélérer la mise en œuvre sans en constituer le point de départ.

Quels que soient les champs d'étude, l'ensemble des témoins s'accordent à dire que Mai 68 n'a pas eu d'effet majeur dans les pratiques de recherche et d'enseignement. Pour les médiévistes toutefois, comme l'indique Jean-François Moufflet, la principale conséquence de l'événement est la réorganisation des structures d'enseignement et l'éclatement des facultés, qu'ils/elles considèrent de manière générale comme préjudiciables à la recherche historique (politisation des universités, recrutement de « faux pédagogues »

[Callu 2018 : 247]). Chez les modernistes, comme le révèle Alain Dubois, Mai 68 apparaît comme l'origine de trois innovations : la faillite d'une conception marxiste de l'histoire, le triomphe des *Annales* et une diffusion de masse des résultats de la production historique. Quant aux contemporanéistes, étudiés par Agnès Callu, ils/elles attribuent à Mai 68 un « retour du politique » dans l'histoire (Callu 2018 : 269), couplé à un retour de l'événement, ainsi qu'un développement des études sur des archives récentes.

L'ouvrage a par ailleurs le mérite d'exposer sa méthodologie de façon très méticuleuse : certaines contributions se questionnent ainsi sur les conditions de production d'archives utiles à l'histoire. Notamment, une étude linguistique de Benoît Corvez et Anne-Sophie Lechevallier propose de s'attarder non plus seulement sur les champs lexicaux mobilisés par les historien·ne·s mais d'analyser leur discours de façon phonologique – c'est-à-dire à travers l'étude des intonations dans les entretiens audiovisuels des historien·ne·s – pour saisir les rapports qu'ils et elles entretiennent à Mai 68. Corvez et Lechevallier distinguent alors, d'une part, une « parole chargée d'émotion » (Callu 2018 : 53), présente aux deux pôles de l'engagement (discours euphorique d'un côté ; discours dysphorique de l'autre), laquelle témoigne d'un rapport très personnel à Mai 68, et, d'autre part, une « parole [...] bien maîtrisée » (Callu 2018 : 53), indice d'un désengagement dans l'événement, sous-tendu par un *ethos* historien qui enjoint à une prise de distance analytique. La majorité des discours s'inscrit dans ce deuxième registre phonologique du désengagement, où les prises de parole sont distancées et prudentes.

Bien qu'il soit difficile d'appréhender les deux ouvrages de la même façon, ils partent d'une volonté commune de saisir comment Mai 68, caractérisé par son imprévisibilité et sa brutalité, a traversé un corps de métier ou un champ intellectuel. Ils mettent au jour des bouleversements institutionnels importants au sein des deux terrains étudiés mais n'attribuent pas uniquement à Mai 68



les causalités profondes de ces restructurations : ils s'attachent tous deux à réinscrire ces événements dans une histoire du temps long et à montrer que Mai 68 n'a probablement été qu'un accélérateur de vieillissement symbolique, dans le cas du champ littéraire étudié par Boris Gobille, ou de réformes déjà entamées au sein des universités, dans l'étude dirigée par Agnès Callu. Les deux ouvrages ont également le mérite de rendre compte des caractéristiques propres aux intellectuel·le·s qui ont traversé et ont été traversé·e·s par Mai 68 : loin de faire de la crise politique un événement hors-sol, Mai 68 vient s'ajouter à des logiques de champ ou de corps préexistantes. La force des deux ouvrages tient probablement à l'attention qu'ils portent à la spécificité de ces intellectuel·le·s qui, pris·e·s dans un événement multisectoriel, ne renoncent que partiellement à l'*ethos* de leurs corps professionnel ou de leur champ.

Lilas Bass

École des hautes études en sciences sociales (EHESS) – Centre européen de sociologie et de science politique – Centre de sociologie européen ([Cessp-CSE](#))

Références bibliographiques

BOURDIEU Pierre (1975). « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1 : 7-36.

BOURDIEU Pierre (1984) [1980]. « Mais qui a créé les "créateurs" ? ». *Questions de sociologie*. Paris, Minuit : 207-221.

BOURDIEU Pierre (1998) [1992]. *Les Règles de l'art*. Paris, Seuil.